

Des économies de 30 millions aux HUG?

HUG ► Lors d'une séance entre la direction et les syndicats, le directeur a évoqué une demande du Conseil d'Etat d'économiser dans des prestations.

Les Hôpitaux universitaires de Genève (HUG) vont-il devoir sauter dans des prestations à hauteur de 30 millions de francs?

C'est, semble-t-il, une piste envisagée par le Conseil d'Etat pour trouver des gisements d'économies au sein des établissements publics. Lors d'une séance entre la direction des HUG et les syndicats, qui s'est déroulée le 17 juin dernier, Robert Mardini, directeur depuis le 1^{er} septembre 2024, aurait expliqué – en réponse à une question

des syndicats qui s'inquiétaient de la pérennisation incertaine de certains programmes sensibles – que les autorités cantonales réclamaient des économies de 30 millions sur quatre ans, raconte une personne qui a assisté à cette réunion. Ce qui n'a pas manqué de faire bondir les syndicalistes présents.

Des économies substantielles seraient notamment envisagées sur les missions dites d'intérêt général. Des prestations de santé publique, confiées par le Département de la santé et des mobilités (DSM) aux HUG, qui sortent du cadre des missions habituelles et sont non couvertes par l'assurance-maladie obligatoire. Comme les soins

La direction des HUG, laconique, ne souhaite pas commenter et renvoie aux instances politiques

aux grands précaires, la santé sexuelle, la santé des migrant·es ou le soutien aux personnes âgées. Soit un budget de près de 325 millions de francs par an pour une nonantaine de missions d'intérêt général. La liste est en effet longue, et couvre aussi d'autres prestations dites inattendues et non prévisibles comme une pandémie, un accident d'envergure ou un conflit.

La Cour des comptes s'est déjà penchée sur ces prestations d'intérêt général. Dans un rapport daté de décembre 2024, les magistrat·es de l'instance de contrôle des finances publiques avaient considéré que ces prestations manquaient singulièrement de suivi et que leur pilotage

était pour le moins lacunaire. A l'aune de ces conclusions, le département de Pierre Maudet s'est engagé à renforcer le suivi de ces missions. Des décisions sont attendues pour septembre 2025.

Interrogé sur les propos tenus par Robert Mardini lors de cette fameuse réunion du 17 juin, la direction des HUG, laconique, ne souhaite pas commenter et renvoie aux instances politiques. Quid alors des autorités genevoises? Les 30 millions d'économies avancés par la direction générale des établissements de soins sont-ils déjà actés? Le département de Pierre Maudet botte en touche. «Le Conseil d'Etat n'a à ce stade ni confirmé ni arrêté de telles

mesures d'économie», rapporte Marc-André Siegrist, secrétaire général adjoint en chargé de la communication du DSM. «Les discussions budgétaires relatives aux missions des établissements publics, dont les HUG, s'inscrivent dans le cadre du processus budgétaire en cours, qui se poursuivra à la rentrée. Pour 2026, le contrat de prestation liant l'Etat aux HUG est appliqué conformément aux engagements en vigueur», conclut le chargé de communication.

Pour savoir si les Hôpitaux universitaires de Genève procéderont donc à des coupes claires dans les missions d'intérêt général, il faudra attendre le mois de septembre. **MARC LALIVE D'EPINAY**